

# Grèce L'essor de l'extrême droite

En Grèce, l'un des phénomènes politiques marquants de l'année 2012 a sans doute été l'entrée au Parlement de dix-huit députés de tendance « néonazie ». Du milieu des années 1970 aux années 2000 — alors même que l'extrême droite réalisait des scores substantiels ailleurs en Europe — la Grèce semblait sur ce point préservée, du moins au plan électoral. L'essor récent de la droite extrême marquerait-il simplement l'insertion de la Grèce dans la « norme » européenne? Représente-t-il l'un des produits de la crise? Comment comprendre la croissante popularité d'une formation manipulant des symboles nazis dans un pays qui fut occupé par les forces de l'Axe, de 1941 à 1944? Les causes de ce succès résideraient-elles dans l'articulation entre un contexte socioéconomique critique et un terreau plus ancien, plus profond et jusqu'alors sous-jacent?

ISABELLE DÉPRET

En Grèce, l'émergence d'une extrême droite institutionnelle précède, en effet, la crise proprement dite: elle remonte au début des années 2000.

Ainsi au milieu des années 1990, les principales formations d'extrême droite font encore figure de « groupuscules », de quelques centaines de membres au plus. Elles ne récoltent que peu de suffrages électoraux: Union nationale politique (EPEN), Alliance nationale (Ethniki Symmachia), Première ligne (Proti Grammi), Front hellénique (Elliniko Metopo) et Aube dorée (Chryssi Aygi) principalement. Néanmoins, dans les dernières années du XXe siècle, l'intégration européenne, la transformation du pays en zone d'immigration, les crispations nationalistes qui accompagnent l'éclatement de la Yougoslavie fournissent à ces groupes l'occasion de se montrer.

En septembre 2000, dans le sillage de la confrontation politico-ecclésiastique des « cartes d'identité<sup>1</sup> », Giorgos Karatzaferis — journaliste et ancien cadre du parti Nea Dimokratia (conservateur) — crée l'Alerte orthodoxe populaire (ou LAOS). La formation totalise 2,2 % des voix aux législatives de 2004 (aucun élu), mais grimpe à 3,80 % en 2007 (10 élus), puis à 5,63 % en 2009 (15 députés). En novembre 2011, dans un contexte de forte instabilité politique et financière,

1 À partir du milieu des années 1980, les gouvernements grecs ont tenté — d'abord sans succès — de rendre facultative la mention de la confession, signalée sur la carte d'identité. En mai 2000, le gouvernement socialiste supprime la mention confessionnelle, précipitant un bras de fer très médiatisé entre l'autorité politique et l'Église orthodoxe. Voir: Isabelle Dépret, *Religion, nation, citoyenneté en Grèce. L'Église orthodoxe et le conflit des cartes d'identité*, L'Harmattan, 2012.

le cabinet d'union nationale dirigé par Loukas Papadimos accueille quatre cadres du LAOS, dont l'avocat Makis Voridis, nommé ministre des Transports. Aux législatives de mai-juin 2012, l'extrême droite se renforce: sanctionné peut-être par sa participation au pouvoir, le LAOS perd ses élus (1,58 % en juin 2012) tandis qu'Aube dorée effectue une percée significative (6,92 % en juin 2012).

### **Une visibilité croissante depuis les années 2000**

L'extrême droite s'inscrit en Grèce dans un registre ultranationaliste et xénophobe. Deux registres idéologiques se dégagent. Pour certains, l'héritage grec ancien est mis en avant, avec des références à l'Antiquité, aux douze dieux de l'Olympe, à des symboles néopaiens: au cours des années 1980, des articles du magazine *Aube dorée* reprennent ces thématiques. Dans plusieurs textes, le directeur du périodique appelle ainsi de ses vœux une « renaissance de l'hellénisme », qui implique selon lui, « un retour aux modèles des dieux olympiens ».

L'autre tradition, la plus étoffée, puise dans l'héritage des dictatures militaires grecques du XX<sup>e</sup> siècle: régime du 4 août du général Ioannis Metaxas (1936-1940) et surtout junte des Colonels (1967-1974). C'est clairement dans cette seconde mouvance que s'inscrit l'Union politique nationale, fondée en 1984 par l'ancien homme fort de la junte, Georges Papadopoulos. Le parti est dissout en 1996, mais son organisation de jeunesse forme de nombreux cadres encore actifs. C'est aussi à cette filiation que se rattache Première ligne: personnalité majeure du camp ultranationaliste dans la Grèce du second XX<sup>e</sup> siècle, le chef du parti, Kostas Plevris, était professeur auprès des forces de sécurité du pays de 1967 à 1974. Il fut l'un des idéologues officiels du régime des

Colonels. L'Alerte populaire orthodoxe (LAOS) de G. Karatzaferis peut aussi être rattachée à cette tradition: portée par la chaîne de télévision Tile Asty, cette formation défend un programme conservateur au plan social et économique, adopte un discours nationaliste xénophobe et antisémite. Une définition « helléno-orthodoxe » de l'identité nationale est exaltée. Le LAOS des années 2000 tend à représenter une extrême droite « traditionnelle », encline au culte du chef, affichant son attachement à l'Église orthodoxe, « dépositaire de la nation ».

Dans les faits, les deux filiations peuvent coexister au sein de formations qui s'ajustent aux thèmes sociétaux du moment. Ainsi, le LAOS a-t-il misé sur un discours identitaire en vogue au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle. Il s'est opposé aux politiques d'austérité « imposées au peuple » par des créanciers « étrangers » et « dominateurs ». Ces thèmes éclairent le succès d'Aube dorée en 2012.

Né en 1985 et d'abord associé à une revue homonyme, le « Mouvement national populaire Aube dorée » reste jusqu'à la crise de la dette, en 2009, un groupuscule structuré autour de Nikos Michaloliakos, un ancien étudiant en mathématiques. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la formation marque de sa présence des manifestations nationalistes défendant l'« hellénisme » en Macédoine, en Épire du Nord, en Thrace, à Chypre; soutenant les Serbes de Bosnie. Les membres d'Aube dorée sont aussi impliqués, durant ces années, dans des agressions contre des militants de gauche, des immigrés, des journalistes.

Depuis 2008, Aube dorée a renforcé sa visibilité dans un contexte économique, social et politique particulièrement difficile: si en 2009, le mouvement ne recueille encore que 0,29 % des voix, la formation obtient 5,29 % aux municipales

à Athènes en 2010 et Nikos Michaloliakos est élu conseiller. Lors des législatives de mai et juin 2012, le parti recueille environ 425 000 voix, près de 7 % des suffrages. Depuis lors, les sympathisants du mouvement, loin de se réduire, tendent à augmenter.

La formation a centré son programme sur la question de l'immigration, de l'insécurité urbaine, de la pauvreté en associant discours xénophobes, violence et « service social ». Le plan de sauvetage de la Grèce et ses effets néfastes sont dénoncés. Le mouvement prône une renaissance du pays par l'annulation totale de sa dette, la relance des forages pétroliers en mer Égée, l'expulsion immédiate des immigrés et étrangers, le minage de la frontière gréco-turque.

Alors que la direction du parti nie la Shoah, une fascination pour les protagonistes du Troisième Reich transparait dans les publications d'Aube dorée : outre ses discours, ses rituels — dont le salut hitlérien — le mouvement a renforcé son audience par des pratiques de deux ordres : des actes de violence, d'une part, menés contre des étrangers, des immigrés et, plus récemment, des homosexuels ; des actions « sociales », d'autre part, réservées aux personnes « de sang grec » (patrouilles de surveillance ou de maintien de l'ordre dans des zones à forte population immigrée ou à forte criminalité ; accompagnement de personnes âgées ; distribution de nourriture et de biens de première nécessité). Si Aube dorée est d'abord présente à Athènes — où réside un tiers de la population du pays — des bandes de militants se sont formées dans une trentaine d'autres villes grecques.

Ces pratiques à double facette — inscrites dans une tactique d'investissement de la rue — relèvent dans bien des cas de la délinquance. Elles participent du climat d'insécurité de certains quartiers,

signalant la difficulté de l'État à assurer le « monopole de la violence légitime » sur son territoire. Les principaux dirigeants de l'organisation ont d'ailleurs été poursuivis pour coups et blessures, tentatives de meurtre ou complicité de cambriolage : c'est le cas de Nikos Michaloliakos, d'Antonis Androutsopoulos, d'Ilias Kasidiaris. Depuis le début de la crise, les actes d'agression contre des étrangers, les menaces contre des journalistes, des personnalités politiques, des militants antiracistes ou des intellectuels se sont multipliés.

L'essor de cette formation est bien associé au contexte critique vécu par le pays depuis cinq ans : Aube dorée serait-elle donc, par excellence, le « parti de la crise<sup>2</sup> » ?

## Les causes d'une percée

### Les facteurs de cristallisation

L'appel à l'aide internationale pour éviter la faillite de l'État en 2009 s'est accompagné d'une mise sous tutelle du pays. Le redressement rapide des finances publiques<sup>3</sup> et les réformes structurelles<sup>4</sup> exigées par les bailleurs de fonds — principalement Union européenne et FMI — se sont traduits par des coupes budgétaires drastiques, l'augmentation des impôts, des mesures lourdes pour une grande partie de la population. Pour beaucoup, aucun changement de cap, aucune amélioration ne sont à prévoir dans l'avenir : le pessimisme est vif et général en Grèce. En 2012, le salaire moyen se monte à 786 euros par mois. Les salaires ont chuté de 25 % en moyenne en 2011, les retraites de 10 %.

<sup>2</sup> Je reprends l'expression du politologue Evthymis Papavlassopoulos.

<sup>3</sup> La dette publique se monte à 350 milliards — à 158 % du PIB — en 2011, le déficit budgétaire dépassant les 13 % du PIB en 2010.

<sup>4</sup> Sont ici pointés le poids de l'économie parallèle, l'opacité des comptes publics, des déficiences structurelles de gestion des services étatiques.

Le chômage — qui concerne près de 25 % de la population active — touche 50 % des jeunes. Le pays est en récession depuis 2009<sup>5</sup>. Dans un climat de recrudescence des théories du complot, des reportages télévisuels suggèrent que les *chryssiavgites* (les militants d'Aube dorée) peuvent être perçus comme des justiciers, des protecteurs ou des bienfaiteurs. Alors que la gauche radicale (Syriza) est devenue la deuxième formation du pays, le vote pour la droite extrême reflète bien ce climat de tension sociale : « violence » subie, éprouvée puis retournée dans les urnes.

Facteur amplifiant en période de marasme économique, la question de l'immigration est devenue un enjeu sur lequel l'extrême droite a capitalisé. Pays traditionnel d'émigration, la Grèce est devenue un pays d'accueil depuis les années 1990 : elle représente aujourd'hui la principale porte d'entrée vers l'Europe et les afflux se poursuivent. Le pays compte plus d'un million et demi d'immigrés/étrangers, sur environ 11 millions d'habitants. En dépit de plusieurs timides campagnes de régularisation, une proportion substantielle de ces immigrés est encore illégale. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la grande majorité des étrangers était issue d'Europe orientale et balkanique, les Albanais constituant, de loin, la première communauté immigrée. Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'origine géographique et culturelle des immigrés s'est diversifiée : Afrique du Nord (Algériens, Marocains, Égyptiens), Proche Orient (Irakiens, Syriens), Asie (Pakistanaï, Afghans, Philippins...), Afrique Noire (Soudan). Si les travailleurs immigrés, volontiers rémunérés au noir, ont contribué de manière décisive aux travaux publics

5 Le PIB recule de 4,5 % en 2010, de 7 % en 2011 et dépasse les 7 % en 2012. Cette baisse de l'activité a accompagné la fermeture de nombreuses boutiques et d'entreprises, par une envolée du chômage.

et à l'organisation des Jeux olympiques de 2004, leur importance numérique, leur difficulté d'insertion en temps de crise, leur forte concentration dans certains quartiers urbains ont exacerbé la xénophobie. Aube dorée a précisément mis l'accent sur cette thématique en associant immigration, insécurité, criminalité, chômage et décadence du pays.

La crise financière, la perte de souveraineté des politiques économiques, l'enjeu de l'immigration ont donc participé de l'émergence d'Aube dorée comme acteur politique. Néanmoins, certaines des idées exprimées par l'extrême droite semblent relativement diffuses dans le pays depuis plusieurs décennies. La présence d'un terreau plus profond et ancien mérite attention.

#### Un terreau propice

Si la Grèce compte un journalisme d'information et d'investigation, les grands médias privés — notamment la télévision — ont tendu à survaloriser le thème de l'immigration depuis les années 1990 : celui-ci a été principalement envisagé comme un problème, un danger, une source de criminalité. La récurrence de ces thématiques depuis des années a autant contribué à informer qu'à renforcer un sentiment d'insécurité, de peur devant l'étranger. Dans l'un de ses ouvrages, le journaliste d'investigation Dimitris Psarras souligne le rôle clé des médias dans la montée de l'extrême droite en Grèce<sup>6</sup>. Georges Karatzaferis n'a-t-il pas bénéficié d'une chaîne de télévision (Tile Asty), n'a-t-il pas séduit des périodiques ou sites électroniques pour promouvoir son image, ses idées et son parti ? Plus récemment, D. Psarras s'interroge sur l'attitude des

6 D. Psarras, *To kryfo cheri tou Karatzaferis. I ti-leoptiki anayennissi tis ellinikis akrodeixias*, Athènes, Alexandria, 2010. *I mavri vivlos tis Chryssis Avgis*, Athènes, Polis, 2012.

médias face aux militants ou aux élus néonazis: ces derniers ne seraient-ils pas volontiers envisagés comme des invités médiatiques « rentables » — producteurs de sensations fortes, d'un surcroît de lecteurs ou d'auditeurs — ceci sous le couvert de la liberté d'expression<sup>7</sup> ?

Aujourd'hui, la confiance dans l'État et dans les grands partis est faible en Grèce. Renforcée depuis quelques années, cette perception a provoqué une fuite vers des structures se posant comme « hors système ». Les plans d'austérité à répétition ont suscité un fort sentiment d'injustice et d'humiliation: l'amertume se porte d'abord sur les créanciers européens et le FMI, mais aussi sur les élites nationales, accusées d'incompétence, d'impuissance et de corruption. Les élections de 2012 voient l'effondrement des grands partis traditionnels — Pasok et Nea Dimokratia. Avec ses 692 000 postes — pourtant convoités — la bureaucratie étatique est considérée comme peu efficace. Après la manne des subventions européennes à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la difficulté de l'administration fiscale à percevoir l'impôt, l'important taux d'évasion fiscale, le poids de l'économie parallèle ont affaibli les marges d'un possible « État providence ». Depuis 2009, les réductions budgétaires se sont traduites par un rapide désengagement de l'État dans le domaine social.

Si l'intégration de nombreux immigrés est en cours, l'impuissance du pouvoir en place à résoudre les problèmes quotidiens s'est consolidée dans la pénurie de ressources, les lacunes des politiques d'urbanisme et d'intégration. Face à l'enjeu de l'immigration, les services étatiques ont été perçus comme dépassés, peu cohérents, peu efficaces. Les politiques, qui manquent cruellement de moyens, ont

multiplié ces dernières années les camps de rétention d'immigrés, surveillés par la police et souvent rejetés par les populations locales. Plusieurs campagnes policières de chasse aux clandestins ont été lancées et se poursuivent en 2012 (opérations « coup de balai » ou plus récemment « Zeus xenios »), tandis qu'un mur en fils de fer barbelés est en construction à la frontière gréco-turque. Or, ces opérations, loin d'affaiblir l'extrême droite, l'ont paradoxalement, confortée.

#### Un récit national officiel fondé sur l'idéal d'homogénéité ethno-religieuse

Comme dans bien d'autres États issus de l'empire ottoman, le récit national grec s'est construit par prédilection autour d'une conception ethno-religieuse de l'identité nationale. À travers la diffusion scolaire d'une histoire nationale, au fil des conquêtes et défaites, s'est consolidée la notion d'« helléno-christianisme », tant exaltée par la junte de Colonels, pour définir l'appartenance à la nation. L'« exemplaire homogénéité ethno-religieuse » du pays après 1922 a été érigée en idéal. L'islam — associé aux siècles de domination ottomane — et toutes les confessions minoritaires ont longtemps été perçus comme incompatibles avec la qualité de Grec. Conjuguées au primat du droit du sang dans la transmission, l'acquisition de la nationalité, ces représentations n'ont pas toujours prédisposé à une attitude ouverte face à l'altérité: altérité culturelle, religieuse, ethnique. Le récit historique fondateur, tel qu'enseigné à l'école, a, jusqu'à très récemment, tendu à valoriser les anciennes bandes d'irréguliers — face au pouvoir central ottoman — à exalter la violence libératrice, la patrie combattante. La lutte contre l'ennemi national a été constituée en moteur de l'histoire. Si aujourd'hui les thèses du LAOS et, plus encore, d'Aube dorée sont dénoncées par une partie substantielle de la population, il a

7 D. Psarras, « To lifting tis ellinikis akrodexias », *Eleftherotyfia*, 9 juin 2002. « Ta messa mazikis enimerossis kqi i Chryssi Avgi », *tvxs.gr*, 9 avril 2012.

parfois existé un continuum subtil entre les conceptions nationalistes traditionnelles/ officielles — telles que poussées à leur aboutissement — et certaines positions de l'extrême droite actuelle.

Dans les années 1990, une partie des électeurs de la Nea Dimokratia, du Pasok — voire du parti communiste (KKE) ou de l'extrême gauche — reprend des points de vue xénophobes ou antisémites. La crise de la dette aurait-elle rendu plus visible, aurait-elle radicalisé un corpus d'opinions longtemps diffus, mais jusqu'alors dilué dans les grands partis nationaux ? Cette idée vaut, notamment, pour les forces de l'ordre : dans cette catégorie socioprofessionnelle, les idées portées par l'extrême droite seraient partagées par une fraction non négligeable de fonctionnaires : entre 20 et 50 %. Depuis quelques années, des immigrés, des militants de gauche ou des journalistes ont mis en cause la police, accusée de bienveillance à l'égard des commandos d'Aube dorée.

#### Mémoire refoulée : crise et levée du tabou de la junte des Colonels

En 1974, le pays s'est reconstruit en tournant résolument le dos au régime des Colonels. Les dirigeants politiques — cadres de la Nea Dimokratia (1974-1981) puis du Pasok (1981-1989) — ont consolidé les institutions démocratiques du pays, libéralisé la société, ancré le pays dans l'Union européenne. La période de la junte, de 1967 à 1974, reste une période honteuse : une parenthèse noire dans l'histoire du pays. Des personnes qui avaient partagé les valeurs, le programme de la junte ont le plus souvent rallié les nouveaux partis démocratiques, spécialement la Nea Dimokratia de K. Karamanlis. L'Union politique nationale (EPEN), qui visait à rassembler les nostalgiques des Colonels, ne rassemblera jamais plus de 2-3 %. Pourtant, Nikos Michaloliakos (futur chef

d'Aube dorée) et Makis Voridis (futur chef du Front grec, autre formation d'extrême droite) ont adhéré aux jeunesses de l'EPEN. Or, depuis 2009, ces deux personnalités ont retrouvé un rôle de premier plan dans le paysage politique. Certes marginale, la nostalgie du temps de la junte s'exprime de plus en plus ouvertement depuis quelques années parmi les personnes âgées : sont regrettés l'ordre social et politique qui aurait régné à cette époque, le climat de sécurité, l'absence d'immigration, le développement du pays et la prospérité économique, autant d'aspects parfois idéalisés. Le tabou qui a entouré, durant quarante ans, la dictature des Colonels se lèverait-il aujourd'hui ?

Les dirigeants et les militants d'Aube dorée n'ont jamais vécu l'entre-deux-guerres ni l'époque triomphante du nazisme : Nikos Michaloliakos est né en 1957. Les références, la fascination pour le nazisme semblent ici représenter un habillage inquiétant et volontairement provocateur. Le bagage idéologique de ces militants s'inspire à la fois des régimes dictatoriaux de la Grèce du XX<sup>e</sup> siècle<sup>8</sup> et des plus récents mouvements d'extrême droite européens. Ce bagage a été réactualisé en fonction des thèmes porteurs du XXI<sup>e</sup> siècle.

En Grèce, la crise financière, les mesures drastiques imposées au pays ont contribué à renforcer un courant ultranationaliste et xénophobe jusqu'alors latent. La poussée électorale d'Aube dorée ne constituera-t-elle qu'un épisode de courte durée, le produit de la rage ou du désespoir ? Ce parti s'ancrera-t-il plus durablement ? La place acquise par l'extrême droite dans l'espace politique hellénique constitue un sérieux signe d'alarme, tant pour les institutions démocratiques du pays que pour l'Europe. ■

8 N. Michaloliakos n'a-t-il pas rejoint dès l'adolescence le Parti du 4 août — qui rassemble des admirateurs de la dictature fascisante de I. Metaxas ?